

## Suivi des financements du dispositif national de surveillance de la qualité de l'air sur la période 2020-2024: Version externe

---

Octobre 2026



Groupement d'intérêt scientifique



«L'expertise au service de la qualité de l'air»



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

LABORATOIRE  
NATIONAL  
DE MÉTROLOGIE  
ET D'ESSAIS



Travaux réalisés par  
LNE  
dans le cadre du

**Laboratoire Central de Surveillance de la Qualité de l'Air**

# **Suivi des financements du dispositif national de surveillance de la qualité de l'air sur la période 2020-2024 : Version externe**

Maurel Tossa - LNE

## **Vérification**

Tatiana Macé - LNE

## **Approbation**

Marc Durif - LCSQA, le 16/10/2026



## Table des matières

|          |                                                                                                       |           |
|----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>1</b> | <b>OBJECTIFS ET METHODE .....</b>                                                                     | <b>7</b>  |
| <b>2</b> | <b>TOTAL DES FINANCEMENTS DU DISPOSITIF NATIONAL DE SURVEILLANCE DE LA<br/>QUALITE DE L’AIR .....</b> | <b>8</b>  |
| <b>3</b> | <b>AASQA .....</b>                                                                                    | <b>9</b>  |
| 3.1      | Financements.....                                                                                     | 10        |
| 3.1.1    | Financement total des AASQA.....                                                                      | 10        |
| 3.2      | Analyse des charges.....                                                                              | 10        |
| 3.2.1    | Comptes de résultat.....                                                                              | 10        |
| 3.2.2    | Comptabilité analytique .....                                                                         | 12        |
| <b>4</b> | <b>LCSQA ET MERA.....</b>                                                                             | <b>13</b> |
| <b>5</b> | <b>PREV’AIR .....</b>                                                                                 | <b>15</b> |
| <b>6</b> | <b>GLOSSAIRE ET DÉFINITIONS .....</b>                                                                 | <b>17</b> |

## Table des figures

|                                                                                                                                                                                                  |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Figure 1 : Evolution du financement total du dispositif de surveillance de la qualité de l'air (axe gauche) et par habitant (axe droit) sur les 5 derniers exercices clos. ....                  | 5  |
| Figure 2 : Répartition, par collège, des parts des financements de la surveillance de la qualité de l'air pour les 5 derniers exercices clos. ....                                               | 6  |
| Figure 3 : Répartition des financements totaux, par collège, sur les 5 derniers exercices clos... ..                                                                                             | 10 |
| Figure 4 : Distribution des charges d'exploitation, hors dotation aux amortissements, sur les 5 derniers exercices clos (variation par rapport à n-1).....                                       | 10 |
| Figure 5 : Nombre d'ETP (axe droit) et part du coût salarial (axe gauche) dans le total des charges d'exploitation, hors fonds dédiés et amortissements, sur les 5 derniers exercices clos. .... | 11 |
| Figure 6 : Evolution des financements du LCSQA sur les 5 derniers exercices clos. ....                                                                                                           | 14 |

## Table des tableaux

|                                                                                                                                             |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Tableau 1: Financement total du dispositif national de surveillance de la qualité de l'air pour les 5 derniers exercices clos. ....         | 6  |
| Tableau 2: Répartition des financements par entités et organismes bénéficiaires, sur les 5 derniers exercices clos .....                    | 8  |
| Tableau 3 : Evolution des charges de personnel et des effectifs ETP sur les 5 derniers exercices clos. ....                                 | 11 |
| Tableau 4 : Coût de la surveillance réglementaire pour les différents points de l'arrêté du 16 Avril 2021 depuis l'exercice clos 2020 ..... | 12 |
| Tableau 5 : Financements du LCSQA et MERA sur les 5 derniers exercices clos. ....                                                           | 14 |
| Tableau 6 : Evolution des charges de mise en œuvre opérationnelle du système Prev'air sur les 5 derniers exercices clos. ....               | 15 |

## Chiffres clés

En France, la surveillance de la qualité de l'air est obligatoire depuis 1996.

**Le ministère en charge de l'environnement** définit la réglementation relative à la surveillance des polluants atmosphériques et est responsable de la coordination de la surveillance des polluants réglementés dans l'air. Il publie chaque année le bilan national de la qualité de l'air.

Le dispositif national de surveillance de la qualité de l'air est constitué de trois acteurs à savoir :

- le Laboratoire Central de Surveillance de la Qualité de l'Air (LCSQA) ;
- les 18 Associations Agréées de Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA) ;
- le consortium Prev'air.

Les missions confiées par l'Etat à ces trois acteurs du dispositif national de surveillance sont définies dans le code de l'environnement et dans l'arrêté du 16 avril 2021 (qui remplace celui du 19 avril 2017) relatif au dispositif national de surveillance de la qualité de l'air.

L'article 27 de l'arrêté du 16 avril 2021 relatif au dispositif national de surveillance de la qualité de l'air ambiant dispose que le LCSQA est tenu d' « effectuer le suivi du coût de la mise en œuvre de la surveillance » de la qualité de l'air. Tel est l'objet de ce rapport qui décrit les évolutions budgétaires du dispositif, sur les années 2020-2024.

Le coût de la surveillance de la qualité de l'air est de 1,35 € par habitant en 2024.

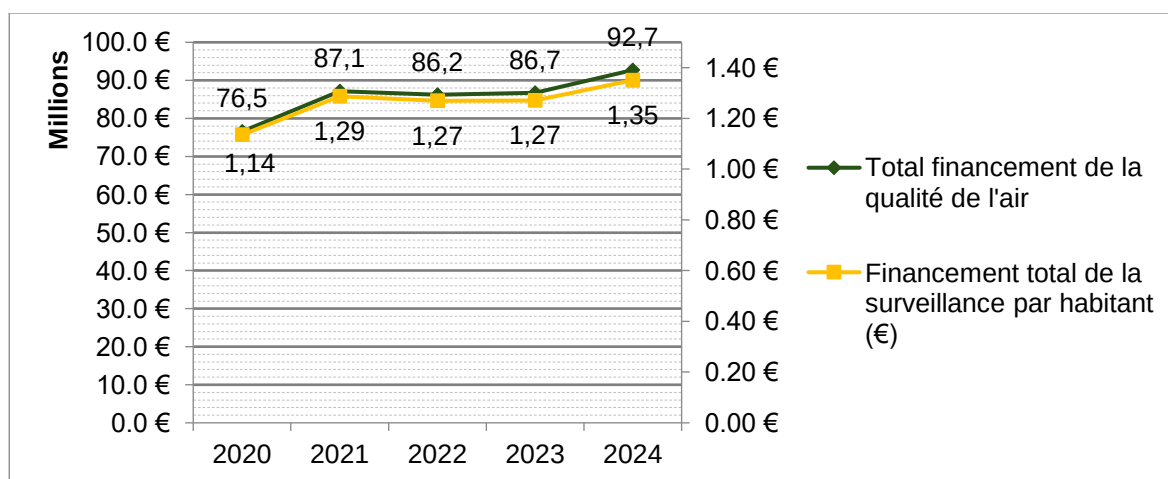


Figure 1 : Evolution du financement total du dispositif de surveillance de la qualité de l'air (axe gauche) et par habitant (axe droit) sur les 5 derniers exercices clos.

## Un financement tripartite

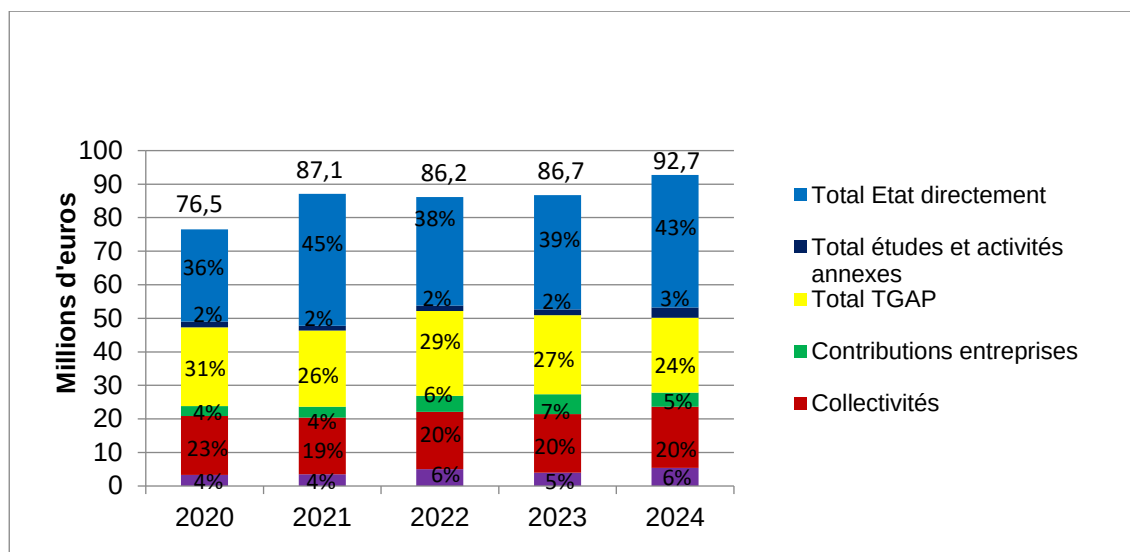


Figure 2 : Répartition, par collège, des parts des financements de la surveillance de la qualité de l'air pour les 5 derniers exercices clos.

|                                                           | 2020 (€)          | 2021 (€)          | 2022 (€)          | 2023 (€)          | 2024 (€)          |
|-----------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Total Etat (7051+741+7561+invest+LCSQA+Prev'air)          | 27 519 705        | 39 316 861        | 32 415 265        | 34 092 933        | 39 471 362        |
| Total dons TGAP (déclaratif)                              | 23 480 935        | 22 711 387        | 25 233 642        | 23 601 635        | 22 342 239        |
| Total collectivités (7052+742+7562+invest)                | 17 609 540        | 16 848 375        | 17 070 566        | 17 405 224        | 18 236 000        |
| Contribution entreprises (7053+743+7541+7563+invest-TGAP) | 2 903 933         | 3 309 505         | 4 784 927         | 5 889 646         | 4 215 177         |
| Total autres (7054+7564+745+7564+invest+LCSQA)            | 3 304 021         | 3 503 560         | 5 059 105         | 4 025 761         | 5 400 515         |
| Etudes et activités annexes (706+708)                     | 1 729 494         | 1 457 969         | 1 623 155         | 1 702 577         | 3 042 879         |
| <b>Total financement de la qualité de l'air</b>           | <b>76 547 628</b> | <b>87 147 657</b> | <b>86 186 660</b> | <b>86 717 776</b> | <b>92 708 172</b> |

Tableau 1: Financement total du dispositif national de surveillance de la qualité de l'air pour les 5 derniers exercices clos.

Le financement du dispositif de surveillance de la qualité de l'air a connu une augmentation significative en 2021 (plan de relance lié au COVID et à ses impacts économiques), puis de nouveau en 2024 (anticipation de la directive révisée) pour atteindre 92,7 M€.

Concernant les AASQA, les dons déclarés issus de la TGAP diminuent depuis 2022, passant de 25 M€ en 2022 à 22 M€ en 2024.

L'apport financier direct de l'Etat, et dans une moindre mesure celui des collectivités, ont augmenté significativement sur les 5 dernières années, permettant de compenser les pertes liées à la baisse de la TGAP.

A noter une hausse importante des apports financiers des études et activités annexes (3 millions d'euros désormais).

Le budget du LCSQA a également bénéficié d'une augmentation de la dotation de l'Etat et les financements complémentaires sont restés constants.

Ainsi, la part des AASQA dans le budget total du dispositif reste largement majoritaire. Sur 5 ans, elle passe de 93,2% à 92,5%, celle du LCSQA passe de 6,5% à 7,1%.

# 1 Objectifs et méthode

Ce rapport analyse les évolutions des financements du dispositif national de surveillance de la qualité de l'air depuis 2020 jusqu'à 2024 de manière globale ainsi que par acteur du dispositif.

Les données de ce rapport sur le financement des AASQA correspondent au traitement national des données annuelles saisies par chaque AASQA dans le logiciel Gestion'air. Il est l'outil national de suivi financier et comptable des AASQA ainsi que l'outil d'instruction de leurs demandes de subventions ; il a été développé et est géré par le LCSQA.

Par conséquent, le LCSQA ne peut pas être tenu comme responsable des éventuelles erreurs présentes dans ce rapport liées à des données d'entrée erronées. Cependant, les AASQA et Atmo France ont été mises à contribution pour une relecture et une validation des données concernant les AASQA. De plus, les opérations inter-AASQA n'ont pas fait l'objet de retraitement. Ces opérations de mutualisation avoisinent les 0,9 M€ en moyenne chaque année.

Les travaux et études des membres du LCSQA sont subventionnés à 100% pour l'Ineris et 80% pour le LNE et l'IMT Nord Europe par l'Etat. Ainsi, les données concernant le financement du LCSQA sont issues des annexes financières fournies par chaque membre au ministère chargé de l'environnement lors des demandes annuelles de subvention ainsi que des annexes financières des conventions supplémentaires le cas échéant. Les chiffres présentés dans ce rapport ne tiennent pas compte des montants abondés par le LNE et l'IMT Nord Europe dans le cas de financements de l'Etat.

## 2 Total des financements du dispositif national de surveillance de la qualité de l'air

| Entité                                          | Année   | AASQA      | LCSQA + MERA | Prev'air | Total      |
|-------------------------------------------------|---------|------------|--------------|----------|------------|
| Etat                                            | 2020    | 22 393 260 | 4 878 945    | 247 500  | 27 519 705 |
|                                                 | 2021    | 33 081 387 | 5 935 522    | 299 952  | 39 316 861 |
|                                                 | 2022    | 26 447 367 | 5 682 753    | 285 145  | 32 415 265 |
|                                                 | 2023    | 27 500 746 | 6 277 187    | 315 000  | 34 092 933 |
|                                                 | 2024    | 32 554 535 | 6 596 827    | 320 000  | 39 471 362 |
|                                                 | Moyenne | 28 395 459 | 5 874 247    | 293 519  | 34 563 225 |
| Collectivités                                   | 2020    | 17 609 540 |              |          | 17 609 540 |
|                                                 | 2021    | 16 848 375 |              |          | 16 848 375 |
|                                                 | 2022    | 17 070 566 |              |          | 17 070 566 |
|                                                 | 2023    | 17 405 224 |              |          | 17 405 224 |
|                                                 | 2024    | 18 236 000 |              |          | 18 236 000 |
|                                                 | Moyenne | 17 433 941 | 0            | 0        | 17 433 941 |
| Total dons TGAP et contribution des entreprises | 2020    | 26 384 868 |              |          | 26 384 868 |
|                                                 | 2021    | 26 020 892 |              |          | 26 020 892 |
|                                                 | 2022    | 30 018 569 |              |          | 30 018 569 |
|                                                 | 2023    | 29 491 281 |              |          | 29 491 281 |
|                                                 | 2024    | 26 557 416 |              |          | 26 557 416 |
|                                                 | Moyenne | 27 694 605 | 0            | 0        | 27 694 605 |
| Autres                                          | 2020    | 3 240 521  | 63 500       |          | 3 304 021  |
|                                                 | 2021    | 3 409 898  | 93 662       |          | 3 503 560  |
|                                                 | 2022    | 5 005 705  | 53 400       |          | 5 059 105  |
|                                                 | 2023    | 3 991 141  | 34 620       |          | 4 025 761  |
|                                                 | 2024    | 5 396 435  | 4 080        |          | 5 400 515  |
|                                                 | Moyenne | 4 208 740  | 49 852       | 0        | 4 258 592  |
| Etudes et activités annexes                     | 2020    | 1 729 494  |              |          | 1 729 494  |
|                                                 | 2021    | 1 457 969  |              |          | 1 457 969  |
|                                                 | 2022    | 1 623 155  |              |          | 1 623 155  |
|                                                 | 2023    | 1 702 577  |              |          | 1 702 577  |
|                                                 | 2024    | 3 042 879  |              |          | 3 042 879  |
|                                                 | Moyenne | 1 911 215  | 0            | 0        | 1 911 215  |
| Total                                           | 2020    | 71 357 683 | 4 942 445    | 247 500  | 76 547 628 |
|                                                 | 2021    | 80 818 521 | 6 029 184    | 299 952  | 87 147 657 |
|                                                 | 2022    | 80 165 362 | 5 736 153    | 285 145  | 86 186 660 |
|                                                 | 2023    | 80 090 969 | 6 311 807    | 315 000  | 86 717 776 |
|                                                 | 2024    | 85 787 265 | 6 600 907    | 320 000  | 92 708 172 |
|                                                 | Moyenne | 79 643 960 | 5 924 099    | 293 519  | 85 861 579 |

Tableau 2: Répartition des financements par entités et organismes bénéficiaires, sur les 5 derniers exercices clos

### 3 AASQA

Les Associations Agréées de Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA) :

Ce sont des associations « loi 1901 », agréées par le ministère en charge de l'environnement. Précédemment définies par l'arrêté du 21 octobre 2010 relatif aux modalités de surveillance de la qualité de l'air et à l'information du public, les missions des AASQA ont été actualisées et précisées dans l'arrêté du 16 avril 2021 relatif au dispositif national de surveillance de la qualité de l'air.

Dans chaque région, l'Etat confie à l'AASQA entre autres les missions suivantes (article 3 de l'arrêté) :

- La surveillance et l'évaluation de la qualité de l'air à l'aide d'un réseau de stations de mesures (il y en a environ 650 réparties sur le territoire national) et d'outils de modélisation pour les polluants réglementés ;
- La diffusion au public des informations et prévisions relatives à la surveillance de la qualité de l'air ;
- En cas de pics de pollution, la transmission aux préfets des informations relatives aux dépassements ou prévisions de dépassements des seuils d'information et de recommandations ou des seuils d'alerte ;
- La réalisation de l'inventaire régional spatialisé des émissions de polluants atmosphériques et de leurs précurseurs ;
- L'évaluation de l'impact des Plans de Protection de l'Atmosphère (PPA) sur la qualité de l'air.

L'organe délibérant des AASQA doit associer des représentants des quatre collèges suivants :

- Etat (directions régionales chargées de l'environnement, agences régionales de santé, etc.) ;
- Collectivités territoriales (Conseils régionaux, Conseils départementaux, intercommunalités, communes, etc.) ;
- Etablissements contribuant à l'émission des substances surveillées (industriels locaux, chambres de commerce et d'industrie, chambres d'agriculture, etc.) ;
- Personnalités qualifiées (médecins, scientifiques, chercheurs, associations de défense de l'environnement, associations de consommateurs, associations de représentants de santé, etc.).

Le financement de leurs activités est multipartite et se répartit entre des subventions de l'Etat et des collectivités locales ainsi que des dons versés par des industriels assujettis à la Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) qui sont déduits du montant de la TGAP à acquitter par l'industriel.

Fin 2014, une nouvelle AASQA a été créée à Mayotte. Enfin, à la suite de la fusion des régions, 16 AASQA ont fusionné en 2016 pour passer de 27 à 18 AASQA, afin de respecter le Code de l'environnement qui prévoit une seule AASQA par région administrative.

En 2000, les AASQA ont créé Atmo France pour les représenter au niveau national et partager expertise et moyens. Atmo France poursuit un objectif d'intérêt général : contribuer, aux côtés des autres acteurs nationaux, à doter la France d'un dispositif assurant la surveillance de la qualité de l'air et l'évaluation des actions visant à l'améliorer. Cette fédération a ainsi pour missions principales de représenter les AASQA ; d'organiser entre elles les échanges, la mutualisation et la solidarité ; d'identifier les grands enjeux liés à l'air et de prendre part aux débats ; et enfin de contribuer à la diffusion de l'information et de conduire des actions de sensibilisation auprès des différents acteurs nationaux (préfets, élus, Ministères...).

## 3.1 Financements

### 3.1.1 Financement total des AASQA

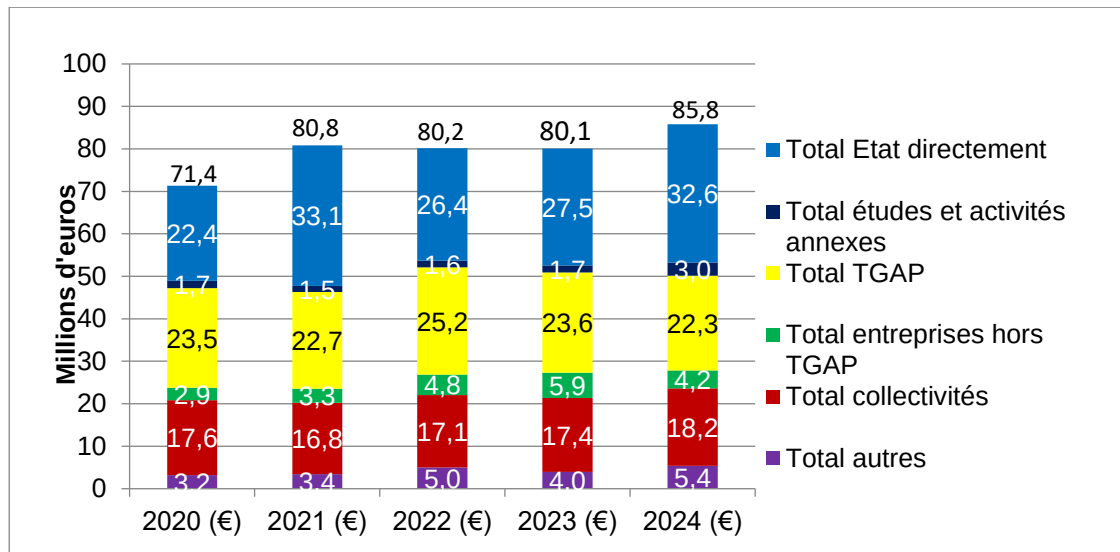


Figure 3 : Répartition des financements totaux, par collège, sur les 5 derniers exercices clos.

## 3.2 Analyse des charges

### 3.2.1 Comptes de résultat

Tous les chiffres de cette section sont issus du logiciel Gestion'air qui a été rempli par les AASQA. Cette partie a été soumise aux AASQA pour avis avant publication.

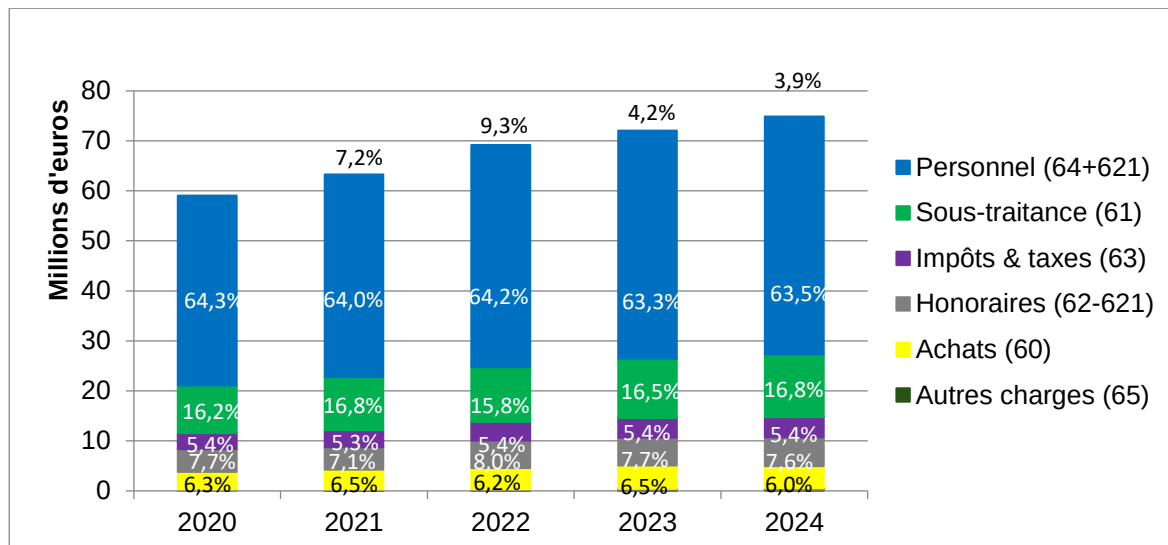


Figure 4 : Distribution des charges d'exploitation, hors dotation aux amortissements, sur les 5 derniers exercices clos (variation par rapport à n-1).

|                                             | 2020 (€)      | 2021 (€)      | 2022 (€)      | 2023 (€)      | 2024 (€)      |
|---------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Charges de personnel (64)                   | 37 696 444    | 40 205 891    | 44 079 733    | 45 132 930    | 47 173 523    |
| Personnel extérieur à l'entreprise (621)    | 259 558       | 318 388       | 338 967       | 489 056       | 405 658       |
| Charges de personnel total (64+621)         | 37 956 002    | 40 524 279    | 44 418 700    | 45 621 986    | 47 579 181    |
| Impôts et taxes sur rémunérations (631+633) | 2 917 770     | 3 109 829     | 3 339 443     | 3 446 084     | 3 582 257     |
| Coût salarial global (64+621+631+633)       | 40 873 772    | 43 634 108    | 47 758 143    | 49 068 070    | 51 161 438    |
| Effectifs ETP                               | 590,8         | 606,5         | 646,6         | 657,2         | 680,8         |
| Coût moyen par ETP                          | <b>69 179</b> | <b>71 950</b> | <b>73 856</b> | <b>74 665</b> | <b>75 152</b> |

Tableau 3 : Evolution des charges de personnel et des effectifs ETP sur les 5 derniers exercices clos.

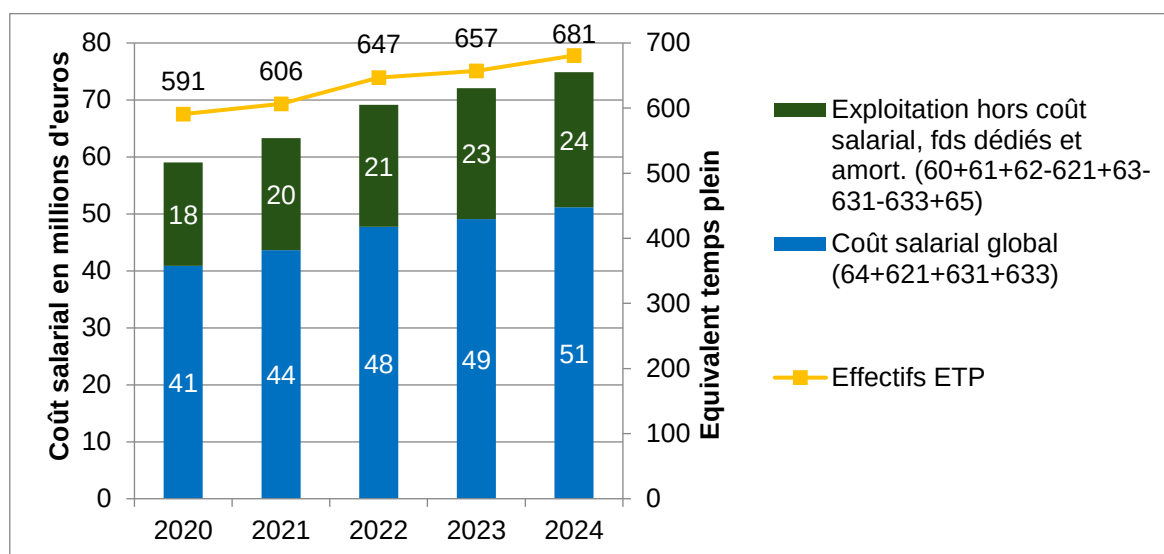


Figure 5 : Nombre d'ETP (axe droit) et part du coût salarial (axe gauche) dans le total des charges d'exploitation, hors fonds dédiés et amortissements, sur les 5 derniers exercices clos.

### 3.2.2 Comptabilité analytique

Suite à la mise en place d'une comptabilité analytique adaptée à l'arrêté du 16 avril 2021, il est possible d'analyser les dépenses des AASQA par rapport à chaque exigence ou article de l'arrêté.

|                                           | 2020 (€)          | 2021 (€)          | 2022 (€)          | 2023 (€)          | 2024 (€)          |
|-------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 1/ Surveillance des polluants réglementés | 29 672 227        | 31 962 970        | 33 751 710        | 33 935 313        | 32 549 033        |
| 2/Prévision de la qualité de l'air        | 2 545 789         | 2 179 120         | 3 154 410         | 3 257 144         | 2 664 119         |
| 3/Information des Préfets                 | 1 669 274         | 1 617 059         | 1 493 559         | 1 587 864         | 1 604 539         |
| 4/Information du public                   | 1 669 274         | 1 617 059         | 1 493 559         | 1 587 864         | 1 604 539         |
| 5/Mise à disposition des Préfets          | 826 667           | 1 391 157         | 1 585 163         | 1 521 774         | 1 187 067         |
| 6/ Fournir les informations requises      | 2 843 471         | 3 169 387         | 3 656 905         | 4 466 148         | 4 777 232         |
| 7/Inventaire spatialisé des émissions     | 2 901 178         | 2 463 138         | 3 197 137         | 3 498 178         | 2 858 740         |
| 8/Evaluer l'impact des PPA                | 837 323           | 1 443 893         | 1 598 565         | 1 473 163         | 1 234 504         |
| 9/CARA, MERA et polluants d'intérêts      | 2 306 341         | 3 236 784         | 3 532 831         | 3 496 707         | 3 464 235         |
| Coût de la surveillance réglementaire     | 45 271 545        | 49 080 567        | 53 463 840        | 54 824 155        | 51 944 008        |
| Charge hors surveillance réglementaire    | 28 007 916        | 26 249 781        | 28 112 391        | 33 311 091        | 43 733 755        |
| <b>Coût total</b>                         | <b>73 279 461</b> | <b>75 330 348</b> | <b>81 576 231</b> | <b>88 135 246</b> | <b>95 677 763</b> |

Tableau 4 : Coût de la surveillance réglementaire pour les différents points de l'arrêté du 16 Avril 2021 depuis l'exercice clos 2020

## 4 LCSQA et MERA

Le Laboratoire Central de Surveillance de la Qualité de l'Air (LCSQA) :

Il est chargé, par le ministère en charge de l'environnement, de la coordination scientifique et technique de la surveillance de la qualité de l'air au titre du Code de l'environnement depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Il est le laboratoire national de référence requis par les directives européennes. Les missions du LCSQA ont été actualisées et précisées par l'arrêté 16 avril 2021 relatif au dispositif national de surveillance de la qualité de l'air.

C'est un groupement d'intérêt scientifique qui regroupe trois partenaires :

- L'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris)
- Le Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE)
- L'Institut Mines-Télécom Nord Europe (IMT-Nord Europe)

A ce titre, le LCSQA assure les missions suivantes (elles sont détaillées dans l'article 22) :

- La coordination scientifique et technique du dispositif national de surveillance pour garantir la qualité des données d'évaluation de la qualité de l'air et vérifier la conformité du dispositif de surveillance aux exigences européennes ;
- L'appui au rapportage des données sur la qualité de l'air auprès de la Commission européenne et la mise à disposition du public, en complément de la mise à disposition des données par les AASQA, des données de mesure sur la qualité de l'air ;
- La réalisation d'études et l'acquisition de connaissances ;
- Le suivi du financement de la surveillance mise en œuvre par le dispositif national de surveillance.

Le financement de ses activités est quasi-exclusivement composé par la subvention de l'Etat à chaque membre, complété dans certains cas par des financements venant d'autres organismes publics.

|                       | 2020 (€)         | 2021 (€)         | 2022 (€)         | 2023 (€)         | 2024 (€)         |
|-----------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| <b>Total</b>          | <b>4 942 445</b> | <b>6 029 184</b> | <b>5 736 153</b> | <b>6 311 807</b> | <b>6 600 907</b> |
| Subvention DGEC LCSQA | 4 246 193        | 5 302 770        | 5 050 001        | 5 637 435        | 5 832 075        |
| Subvention DGEC MERA  | 632 752          | 632 752          | 632 752          | 639 752          | 764 752          |
| Autres financements   | 63 500           | 93 662           | 53 400           | 34 620           | 4 080            |
| Répartition           |                  |                  |                  |                  |                  |
| Investissement        | 94 000           | 697 096          | 403 222          | 810 500          | 656 242          |
| Fonctionnement        | 4 848 445        | 5 332 088        | 5 332 931        | 5 501 307        | 5 944 665        |
| dépenses externes     | 1 002 990        | 1 090 853        | 1 047 596        | 924 993          | 1 026 941        |
| dépenses de personnel | 3 845 455        | 4 241 235        | 4 285 335        | 4 576 314        | 4 917 724        |
| ETPT (nombre)         | 27,3             | 29,6             | 29,9             | 28,6             | 29,6             |
| Coût moyen par ETP    | 140 859          | 143 285          | 143 322          | 159 899          | 165 945          |

Tableau 5 : Financements du LCSQA et MERA sur les 5 derniers exercices clos.

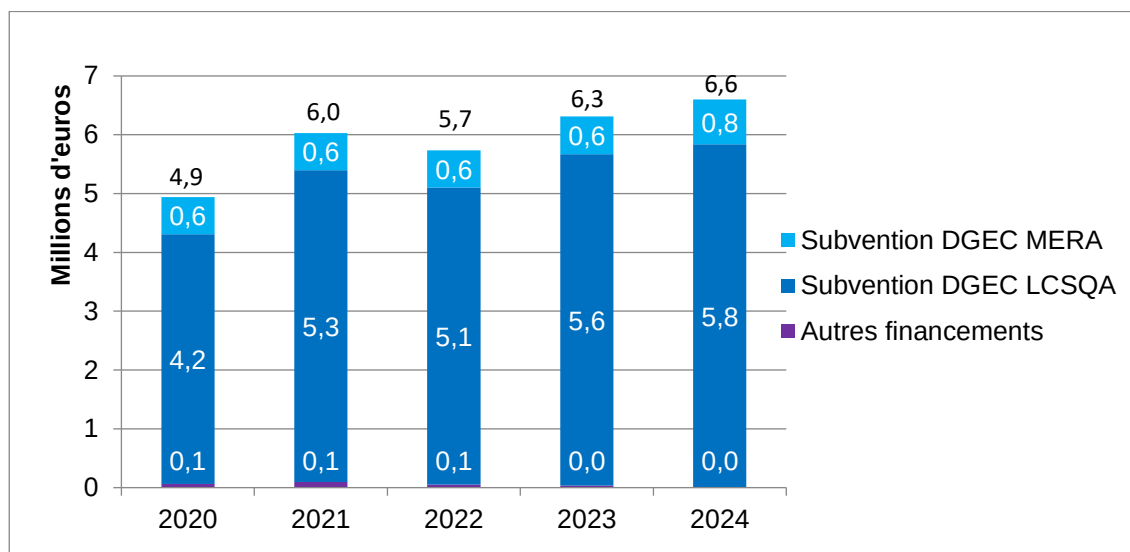


Figure 6 : Evolution des financements du LCSQA et de MERA sur les 5 derniers exercices clos.

## 5 Prev'air

Le système Prev'air :

Il a été mis en place en 2003 à l'initiative du ministère en charge de l'environnement. Les missions de Prev'air sont désormais fixées dans l'article 29 de l'arrêté du 16 avril 2021 relatif au dispositif national de surveillance de la qualité de l'air.

Sous l'égide du ministère, l'Ineris, le CNRS, Météo France et le LCSQA développent et mettent en œuvre les technologies nécessaires à la constitution d'une information pertinente sur la qualité de l'air. Cette plateforme est développée et gérée au quotidien par l'Ineris. Le système Prev'air est bâti sur la base d'un certain nombre d'outils, développés préalablement à sa création, qui ont depuis évolué et continueront à évoluer dans le futur pour répondre aux besoins du système. Chaque membre du consortium prend à sa charge le coût des contributions lui incombant et s'engage à mettre toujours à disposition de la plateforme Prev'air l'outil le plus performant répondant aux critères de performance et de stabilité requis.

Il génère et diffuse quotidiennement des prévisions et des cartographies de qualité de l'air pour l'ozone, le dioxyde d'azote et les particules, issues de simulations numériques, à différentes échelles spatiales en s'appuyant notamment sur les données produites par les AASQA. Des cartes d'observation établies à partir de mesures effectuées sur le terrain sont également délivrées par le système.

Le consortium Prev'air ne recevant pas un budget spécifique pour son fonctionnement, le coût global de ce dispositif est difficile à évaluer. De ce fait, les chiffres présentés ci-dessous ne concernent que la mise en œuvre opérationnelle du système et non les travaux de développement scientifique.

| Prev'air                                                      | 2020 (€)       | 2021 (€)       | 2022 (€)       | 2023 (€)       | 2024 (€)       |
|---------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Total financement</b>                                      | <b>247 500</b> | <b>299 952</b> | <b>285 145</b> | <b>315 000</b> | <b>320 000</b> |
| Fonctionnement                                                | 247 500        | 299 952        | 285 145        | 315 000        | 320 000        |
| Investissement                                                | 0              | 0              | 0              | 0              | 0              |
| Répartition du fonctionnement                                 |                |                |                |                |                |
| Dépenses externes                                             | 167 500        | 219 952        | 205 145        | 235 000        | 240 000        |
| Personnel (astreinte + mise à jour des chaînes de traitement) | 80 000         | 80 000         | 80 000         | 80 000         | 80 000         |

Tableau 6 : Evolution des charges de mise en œuvre opérationnelle du système Prev'air sur les 5 derniers exercices clos.



## 6 Glossaire et définitions

| Abréviations | Libellés                                                                            |
|--------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| AASQA        | Associations agréées de surveillance de la qualité de l'air                         |
| CA           | Comptabilité analytique                                                             |
| CARA         | Caractérisation chimique des particules                                             |
| CPS          | Comité de pilotage du dispositif de surveillance de la qualité de l'Air             |
| ETP          | Equivalent temps plein                                                              |
| LCSQA        | Laboratoire central de surveillance de la qualité de l'air                          |
| MERA         | Mesure et Evaluation en zone Rurale de la pollution Atmosphérique à longue distance |
| RAF          | Responsable administratif et financier                                              |
| TGAP         | Taxe générale sur les activités polluantes                                          |

Comptabilité analytique : **Mode de traitement des données financières ayant pour objectif d'expliquer les résultats financiers [...]** Cette technique permet d'**identifier les coûts des différentes fonctions assumées par l'entreprise [...]**. Elle est propre à chaque entreprise et constitue un **système de mesure neutre et objectif** (<https://www.compta-facile.com/comptabilite-analytique-definition-utilite-calcul-de-couts/>).

Compte de résultat : Document comptable où l'on retrouve le détail des produits générés (Comptes de classe 7) et des charges consommées (Comptes de classe 6) d'une entreprise au cours d'un exercice comptable (<https://www.l-expert-comptable.com/fiches-pratiques/qu-est-ce-qu-un-compte-de-resultat.html>).

Charge : **Bien ou un service qui est consommé** par l'entreprise au cours de son activité (<https://www.compta-facile.com/qu-est-ce-qu-une-charge-en-comptabilite-definition/>).

Charges d'exploitation : Dépenses nécessaires au **fonctionnement opérationnel** d'une entreprise (on parle de charges de gestion courante). En pratique [...] comptes de la classe 60 à 65 du plan comptable général (PCG) ainsi que [...] le compte 681 (<https://www.compta-facile.com/qu-est-ce-qu-une-charge-en-comptabilite-definition/>).

Subvention d'exploitation : Subvention octroyée à une entreprise pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation (<https://www.compta-facile.com/la-comptabilisation-des-subventions-dexploitation/>).

**Subvention d'investissement** : Fonds versés aux entreprises qui sont destinés à financer des investissements (<https://www.lecoindesentrepreneurs.fr/subventions-dinvestissement/>).

Le Laboratoire Central de Surveillance de la Qualité de l'Air est un groupement d'intérêt scientifique créé en 2005 et constitué des laboratoires de l'IMT Nord Europe, de l'Ineris et du LNE. Depuis 1991, ses équipes d'experts mènent des études et des recherches sur la qualité de l'air, en appui au ministère chargé de l'environnement, et en étroite collaboration avec les Associations Agréées de Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA). Le LCSQA est désigné par le ministère pour assurer la coordination technique nationale du dispositif de surveillance de la qualité de l'air en France. Il est également l'organisme de référence requis par les directives européennes et ses missions sont définies par l'arrêté du 16 avril 2021 relatif au dispositif national de surveillance de la qualité de l'air ambiant.

L'objectif principal du LCSQA est ainsi de contribuer à l'amélioration continue du dispositif de surveillance en apportant un appui scientifique et technique au ministère et aux AASQA.

Ses travaux portent, d'une part, sur l'ensemble de la chaîne de surveillance : la qualité des mesures en air ambiant (du prélèvement à l'analyse), les inventaires d'émissions, la modélisation des concentrations et leur cartographie, la centralisation ainsi que le traitement et la mise à disposition des données, et d'autre part, sur les méthodes d'évaluation des plans d'actions. Cette action s'inscrit à la fois dans le cadre des réglementations nationales et européennes, et dans une démarche prospective visant à anticiper les besoins de la surveillance de demain.

**Direction du LCSQA**

Ineris - Parc technologique Alata 2 -  
BP2 - F60550 Verneuil-en-Halatte  
Tél : 03 44 55 69 16

[www.lcsqa.org](http://www.lcsqa.org)